



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Hauts-de-France

Unité Départementale du Hainaut

Zone d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137

59303 VALENCIENNES CEDEX

Prouvy, le 23 mai 2017

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
pour passage au Conseil Départemental
de l'Environnement et des Risques Sanitaires
et Technologiques**

2017/V4/CB-I23

caroline.bayart@developpement-durable.gouv.fr

OBJET : *Rapport de transmission au Coderst
Société GOODMAN Lauwin 3 logistics(France) – Bâtiment B1
Demande de modifications d'un bâtiment logistique sur la commune de Lauwin Planque*

N° S3IC : 70.5864

Type d'établissement : Autorisation

Equipe : V4

REFERENCES : *Dossier référencé A31019_PAC_LauwinPlanque_v5b du 19/09/2016, intitulé dossier de
porter à connaissance relatif aux modifications apportées au site Goodman Lauwin 3
logistics et déposé le 07 octobre 2016 en préfecture du Nord
Transmission préfectorale du 20 décembre 2016 (avis SDIS) – Affaire suivie par Mme
BOSSIER*

DEMANDEUR

- **Raison sociale** : SCI GOODMAN Lauwin 3 Logistics (France)
- **Siège social** : 62, rue de la Chaussée d'Antin – 75 009 Paris
- **Adresse de l'établissement** : Bâtiment B1
ZAC de Lauwin-Planque
59553 Lauwin-Planque
- **Contact dans l'entreprise** : M.BOUTOILLE ☎ : 06 82 15 06 61
Mel : Eric.Boutoille@goodman.com
- **Activité principale** : Stockage de matières combustibles
- **Effectif** : 290 à venir

Goodman_B1_lauwin-planque_rapco_70.5864_23052017

Sommaire du Rapport

Annexes

- 1.- Objet de la demande
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Examen de la demande
- 4.- Conclusion et suites administratives

- 1.- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
- 2.- Préconisations en matière d'urbanisme
- 3.- Distances d'effets des phénomènes dangereux
- 4.- Cartographie des effets

1.- OBJET DE LA DEMANDE

Par transmission du 07 octobre 2016, la Préfecture nous a transmis pour examen et avis le dossier de porter à connaissance déposé le 06 octobre 2016 par la société Goodman Lauwin 3 logistics (France). Ce dossier a fait l'objet d'un premier rapport en date du 21 octobre 2016 statuant sur le caractère non substantiel des modifications envisagées par l'exploitant.

L'objet du présent rapport est donc de proposer un arrêté préfectoral complémentaire.

2.-PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

2.1.- Caractéristiques

La société Goodman Lauwin 3 logistics (France) a été autorisée le 11 août 2014 pour l'exploitation d'un entrepôt de matières combustibles.

Lors du dépôt initial du dossier, le bâtiment présentait les principales caractéristiques suivantes :

- 10 cellules d'entreposage de moins de 6 000 m² ;
- terrain de 13 hectares situé sur la ZAC de Lauwin-Planque ;
- des voiries et aires de manœuvre ;
- des bureaux, des locaux sociaux et des locaux techniques ;
- espaces verts engazonnés et bassins utiles au fonctionnement du site ;
- accessibilité du site via la RD621 ou la RD643.

A ce jour, cet entrepôt n'a pas encore été construit.

Par dossier visé en référence, l'exploitant souhaite porter à la connaissance du Préfet, en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, les modifications qu'il souhaite mettre en œuvre lors de la construction du bâtiment.

2.2.- Classement

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 11/08/2014 pour les rubriques suivantes soumises à autorisation:

- **1510 Entrepôts couverts** (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume de l'entrepôt prévu était de 728 165 m³ pour un stockage de 52 872 tonnes de matières combustibles.
- **1530 Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues** y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume global stocké dans les 10 cellules était de 88 120 m³.
- **1532 Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés** et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume global stocké dans les 10 cellules était de 88 120 m³.
- **2662 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)** (stockage de). Le volume global stocké dans les 6 cellules était de 88 120 m³.
- **2663-1 Pneumatiques et produits** dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, ...). Le volume global stocké dans les 10 cellules était de 88 120 m³.

- 2663-2 Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire **est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)** (stockage de). Le volume global stocké dans les 10 cellules était de 88 120 m³.

Le site est également soumis à déclaration pour un atelier de charge de batteries et une chaufferie.

3.- EXAMEN DE LA DEMANDE

Le dossier déposé par l'exploitant fait suite à une réduction de l'emprise foncière du site. Cette modification oblige l'exploitant à modifier l'emplacement et les dimensions du bâtiment initialement prévu ainsi que certains aménagements extérieurs.

Les principales modifications présentées dans le dossier de porter à connaissance sont reprises dans le tableau ci-après :

Situation	Autorisée	Projetée
Nombre et dimensions des cellules	10 cellules Dimension : 130 x 46 m Hauteur au faîtage : 12,2m	9 cellules : 7 cellules de 6 000 m ² et 2 cellules de 5 970 m ² . Ces 2 cellules (1 et 9) sont tronquées afin de respecter les distances d'éloignement minimales aux limites de propriété. Dimension : 125 x 48 m Hauteur au faîtage : 12,2 m
Bilan des surfaces	Bâtiment : 62 682 m ² Voiries PL + parking PL : 32 504 m ² Voiries + parking VL : 4 070 m ² Voiries pompiers : 217 m ² Espaces verts : 30 983 m ² Total : 130 456 m ²	Bâtiment : 56 093 m ² Voiries PL + parking PL : 19 402 m ² Voiries + parking VL : 6 785 m ² Voiries pompiers : 4 505m ² Espaces verts : 35 255 m ² Total : 122 041 m ²
Volumes de l'entrepôt et de stockages autorisés	Entrepôt : 728 165 m ³ (1510) 88 120 m ³ (1530, 1532, 2662 et 2663)	Entrepôt : 657 312 m ³ (1510) 123 029 m ³ (1530, 1532) 120 313 m ³ (2662 et 2663) L'augmentation des volumes stockés est liée à une augmentation de la taille des palettes (palette d'1 m ³ dans le dossier initial alors que les dimensions de l'entrepôt permettent le stockage de palette de 1.6 m ³)
Nombre de blocs bureaux	3 blocs bureaux en façade Ouest	2 blocs bureaux en façade Est
Equipements de gestion des eaux	Bassin pompier : 480 m ³ Bassin de confinement : 2 647 m ³ Bassin d'infiltration : 5 312 m ³	Bassin pompier : 480 m ³ Bassin de confinement : 1 552 m ³ (cf. diminution de l'ordre de 40 % en surface imperméabilisée des voiries et parking PL) Bassin d'infiltration : 5 031 m ³
Aménagements		Déplacement du bâtiment vers le Nord Est Ecrans thermiques REIY 120 toute hauteur sur les façades à l'exception de la façade avec les quais de chargement/déchargement Mise en place d'un merlon de 4,5 m de hauteur au droit de la façade Nord-Est des cellules 6 et 7, le long de la limite de propriété Réorganisation des locaux de charges et techniques Suppression d'une cour camion Ajout d'une aire à palettes (12 x 25 m – 3 m de hauteur) Déplacement du parking VL Modification de l'emprise des bassins de rétention ou d'infiltration des eaux pluviales Déplacement du poste de garde et de l'emplacement de la zone « pompier »

Les activités projetées initialement, à savoir entreposage de matières combustibles, ne seront pas impactées. Les produits qui pourront transiter ou être stockés dans le bâtiment demeurent des produits de grandes distributions et/ou de grande consommation (vêtements, produits alimentaires hors frais, électroménager, bazar, etc.).

Compte tenu de la suppression d'une « cour à camions », les réceptions et expéditions des marchandises se feront uniquement sur le côté Sud-Ouest.

Les besoins en eau, la production de déchets ou les nuisances dues au bruit ne sont pas modifiés au regard des éléments présentés dans le dossier initial.

Ces modifications n'auront également pas d'impact supplémentaire sur le risque sanitaire, le trafic routier ou encore l'intégration dans le paysage du bâtiment.

Compte tenu des modifications présentées dans le tableau ci-dessus, une nouvelle modélisation des effets thermiques a été réalisée via le logiciel Flumilog.

Il en ressort que :

- le flux de 5 kW/m² reste confiné à l'intérieur du site. Les flux d'intensité supérieure sont atteints mais également confinés au sein du site alors qu'initialement, ils sortaient légèrement des limites de propriété ;
- le flux de 3 kW/m² dépasse les limites de propriété comme ce l'était déjà initialement. Le flux sort à plusieurs endroits :
 - en limite Sud-Est
 - en limite Nord-Ouest.

Le dossier précise également que les modifications liées au projet n'engendreront pas d'augmentation du niveau de gravité. Ces modifications n'auront également pas d'impact sur les classes de probabilité et la cinétique des différents phénomènes dangereux.

Les besoins en eau en cas d'incendie ont été recalculés. Ils s'élèvent à un volume de 1080 m³. Ce volume est identique à celui requis dans le cadre de l'autorisation initiale. Le volume de rétention à prévoir est de 2 294 m³, volume légèrement inférieur au volume calculé initialement (cf. moins de surfaces de drainage).

Compte tenu de la modification de l'emprise foncière, les emplacements des voiries pompiers, du poste de garde et de l'aire pour le « véhicule poste de commandement » ont dû être déplacés. Le dossier indique également que les mesures de sécurité prévues initialement restent inchangées (ex : protection contre la foudre, installation d'extinction automatique, ...).

Enfin, ce dossier a été porté à la connaissance du SDIS qui, par avis du 16/12/2016, recommande de déplacer les locaux de charge et techniques afin de permettre la création d'aires de mise en station d'échelles au droit des murs coupe-feu, en façade Est. Par transmission électronique du 08/02/17, l'exploitant a indiqué qu'il n'était plus en mesure de déplacer les locaux de charge et technique compte tenu de l'état d'avancement des travaux. Il a également précisé que la disposition de ces locaux correspondait à celle initialement prévue dans le permis de construire obtenu en 2012, sans prescription complémentaire. Des éléments en notre possession, il semblerait que l'emplacement des locaux de charge était initialement prévu sur la façade Ouest et non Est. Néanmoins, sur la façade Est, 3 plots de bureaux étaient déjà prévus. Dans la configuration proposée dans le dossier de porter à connaissance, les bureaux ont été déplacés sur la façade opposée soit la façade Ouest et 2 locaux de charge et 1 local technique ont été implantés sur la façade Est (approximativement en lieu et place des bureaux). Les conditions d'accès du SDIS au bâtiment ne sont donc que très peu modifiées au regard du dossier initial.

A noter que la prescription de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 août 2014 et relative à la mise en station des échelles n'a pas été modifiée. Cette prescription prévoit notamment : « *Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin. Depuis cette voie, une échelle aérienne peut être mise en station pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et défendre chaque mur séparatif coupe-feu.* »

4.- CONCLUSION ET SUITES ADMINISTRATIVES

4.1 Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire

Les modifications envisagées n'apportent pas de risque complémentaire et n'apparaissent en conséquence pas substantielles au regard du Code de l'Environnement. Elles ne nécessitent donc pas de procédure avec enquête publique.

Compte tenu de ce qui précède, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet du Nord conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, de prendre un arrêté préfectoral complémentaire visant à modifier les dispositions de certains articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014.

Cet arrêté sera pris après avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Un projet d'arrêté établi en ce sens est joint en annexe 1 au présent rapport.

L'exploitant, consulté sur ce projet, a donné son accord sur les dispositions proposées avec quelques commentaires pris en compte.

4.2 Porter à connaissance

Par ailleurs, nous proposons à Monsieur le Préfet de transmettre aux services en charge de l'urbanisme, le présent rapport pour la mise à jour des documents d'urbanisme de la commune Lauwin-Planque conformément aux règles fixées par la circulaire du 04 mai 2007 « porter à connaissance des risques technologiques et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées » et de la circulaire du 8 juillet 2009 relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des entrepôts soumis à autorisation ; ces règles étant pour le cas particulier du présent dossier rappelées en annexe 2 de ce rapport.

L'inspection de l'environnement signale toutefois que le présent rapport pourra éventuellement être modifié ou complété ultérieurement en fonction d'éléments nouveaux résultant en particulier de l'actualisation d'études de dangers.

De plus, l'inspection de l'environnement souligne que compte tenu de l'incertitude liée à l'évaluation des risques, les scénarios susceptibles de se produire et les zones d'effets associées ne sauraient avoir de valeur absolue et qu'il convient, dans les documents d'information sur les risques, de rappeler que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus même à l'extérieur des zones ainsi définies. Selon les cas, des effets indésirables pourront par ailleurs perturber la capacité des individus à réagir face à un accident.

Le tableau joint en annexe 3 liste les phénomènes dangereux à prendre en compte pour la mise à jour des documents d'urbanisme. Ces phénomènes dangereux conduisent à définir des zones représentant les effets générés à l'extérieur de l'établissement avec les distances d'effets correspondants et les probabilités d'occurrence associées.

La cartographie de ces effets est reprise en annexe 4 au présent rapport.

Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement,
(spécialité Installations Classées),


Caroline BAYART

Transmis à Monsieur le Chef du Service Risques pour approbation

12 3 MAI 2017

Prouvy, le

La Cheffe d'Unité Départementale du Hainaut


Isabelle LIBERKOWSKI

Valideur

L'Inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées »

La Responsable de l'unité
Risques technologiques

signature



Christelle LEPLAN

Approbateur

Transmis à Monsieur le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord – DCPI/BICPE
12-14, rue Jean Sans Peur
59039 Lille Cedex

Lille, le

13 JUIN 2017

13 JUIN 2017

Pour le Directeur et par délégation,

Le chef du service Risques



XAVIER BOUTON

ANNEXE I : Projet d'arrêté préfectoral

Projet d'arrêté Préfectoral complémentaire

Vu le Code de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux entrepôts

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 autorisant la société Goodman Lauwin 3 Logistics (France) à exploiter un entrepôt de matières combustibles (bâtiment B1) à Lauwin-Planque

Vu le dossier de porter à connaissance du 06 octobre 2016 de la société Goodman Lauwin 3 Logistics (France) demandant la modification de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 août 2014

Vu l'avis du SDIS du 16 décembre 2016 sur la demande faite par la société Goodman Lauwin 3 Logistics (France)

Vu la rapport de l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) en date du 23 mai 2017

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du xx xx xxxx

Considérant que la demande déposée par le demandeur ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles L181-14 et R181-46 du code de l'Environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées par le demandeur n'entraînent pas de dangers et d'inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le Préfet peut, conformément à l'article R 181-45, imposer les mesures additionnelles ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014 susvisé mérite d'être modifié dans les formes prévues au code de l'environnement, notamment les articles en rapport avec la description du bâtiment ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord

ARTICLE 1

La société GOODMAN Lauwin3 Logistics (France), dont le siège social est situé 62, rue de la Chaussée d'Antin – 75 009 PARIS, est tenue, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de commune de Lauwin-Planque (59 553), de respecter les dispositions complémentaires suivantes du présent arrêté.

ARTICLE 2

L'exploitant est autorisé à poursuivre les activités reprises dans le tableau ci-dessous. La liste des installations classées ci-dessous se substitue à celles figurant dans le tableau de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014

<i>LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION</i>	<i>CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION</i>	<i>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</i>	<i>A, E, D, NC (1)</i>
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité	Entrepôt : <ul style="list-style-type: none">- volume total de 657 312 m³- de tonnage total de 46 136	1510-1	A

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	A, E, D, NC (1)
<p>supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 300 000 m³</p> <p>2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³ :</p> <p>3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³ :</p>	<p>tonnes;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 9 cellules : 7 cellules de 6 000 m² et 2 cellules de 5 970 m² - hauteur au faîtage : 12,2 m 		
<p>Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 50 000 m³</p> <p>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³</p> <p>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Maximum de capacité de stockage : 123 029 m³</p>	1530-1	A
<p>Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 50 000 m³</p> <p>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³</p> <p>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Maximum de capacité de stockage : 123 029 m³</p>	1532-1	A
<p>Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 40 000 m³</p> <p>2. supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 40 000 m³</p> <p>3. supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Maximum de capacité de stockage : 120 313 m³</p>	2662-1	A
<p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>1. A l'état expansé ou alvéolaire, le volume</p>	<p>Maximum de capacité de stockage : 120 313 m³</p>	2663-1-a	A

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	A, E, D, NC (1)
<p>susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 45 000 m³</p> <p>b) supérieur ou égal à 2 000 m³, mais inférieur à 45 000 m³</p> <p>c) supérieur ou égal à 200 m³, mais inférieur à 2 000 m³</p> <p>2. A l'état non expansé et non alvéolaire et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 80 000 m³</p> <p>b) supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³</p> <p>c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>			
<p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>1. A l'état expansé ou alvéolaire, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 45 000 m³</p> <p>b) supérieur ou égal à 2 000 m³, mais inférieur à 45 000 m³</p> <p>c) supérieur ou égal à 200 m³, mais inférieur à 2 000 m³</p> <p>2. A l'état non expansé et non alvéolaire et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 80 000 m³</p> <p>b) supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³</p> <p>c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	<p>Maximum de capacité de stockage : 120 313 m³</p>	2663-2-a	A
<p>Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 20 MW</p> <p>1. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 chaudières au gaz naturel. P = 3 MW</p>	2910-a-2	DC
<p>Ateliers de charge d'accumulateurs :</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	<p>2 locaux de charge Puissance 400 kW</p>	2925	D

ARTICLE 3

Le plan visé à l'article 1.2.2 « situation de l'établissement » et annexé à l'arrêté du 11 août 2014 est remplacé par le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le chapitre 1.3 « Conformité au dossier de demande d'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation référencée n°Projet 12NIN030 version n°2, déposé en Préfecture du Nord le 28 mai 2013 et modifié par courrier du 1er août 2013, complété par le dossier de porter à connaissance référencé A31019_PAC_LauwinPlanque_v5b d'octobre 2016.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur. »

ARTICLE 5

L'article 4.3.5.1 « identification des effluents » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

« Les effluents du site sont :

- les eaux vannes et usées issues des installations sanitaires. Elles sont envoyées dans le réseau séparatif de la ZAC puis dirigées vers la station d'épuration de la commune de Douai. Leur volume est de l'ordre de 4 350 m³/an ;
- les eaux pluviales : on distingue trois types d'eaux pluviales :
 - o les eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées sont traitées et infiltrées via des noues et bassins d'infiltration. Les noues et bassins d'infiltration sont dimensionnés pour une pluie centennale conformément à l'arrêté préfectoral Loi sur l'eau du 31 décembre 2007 concernant la Zone d'Aménagement Concertée Parc d'Activités de Lauwin-Planque et Flers-en-Escrebieux. A ce titre, des noues paysagères ou des bassins d'infiltration s'étendent sur les différentes façades du bâtiment selon le plan annexé au présent arrêté ;
 - o les eaux pluviales de voiries légères (parking et circulation de véhicules légers) passent dans un premier temps par un séparateur hydrocarbure, puis sont infiltrées dans un bassin d'infiltration selon le plan annexé au présent arrêté, soit 2 séparateurs hydrocarbures et 2 bassins d'infiltration pour les eaux pluviales de parking et voiries légères. Les noues et bassins d'infiltration sont dimensionnés pour une pluie centennale conformément à l'arrêté préfectoral Loi sur l'eau du 31 décembre 2007 concernant la Zone d'Aménagement Concertée Parc d'Activités de Lauwin-Planque et Flers-en-Escrebieux ;
 - o les eaux pluviales de voiries lourdes sont stockées dans un bassin de confinement (décantation) étanche d'un volume de 1 552 m³ puis dirigées vers un déshuileur/séparateur d'hydrocarbures et envoyées à l'aide d'une pompe de relevage dans un bassin d'infiltration dont le fond est muni d'un filtre à sable (lit de sable de 80 cm).

Les bassins de confinement et d'infiltration sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence centennale.

Le volume total des bassins d'infiltration ou noues paysagères est de 5 031 m³, dont 4 488 m³ pour l'infiltration des eaux pluviales de toiture.

Une vanne d'isolement (vanne pompier) est placée en aval du bassin de confinement ainsi que du dispositif séparateur d'hydrocarbures et en amont du bassin d'infiltration recevant les eaux pluviales de voiries lourdes (bassin situé au Nord-Est). Le fonctionnement de cette vanne est asservi à la détection incendie, au sprinklage et est manœuvrable manuellement. Elle permet de protéger le dispositif d'infiltration en cas de constat de rejet accidentel non conforme ou en cas d'incendie.

L'emplacement de la vanne susvisée est clairement identifié sur l'ensemble des plans servant à la prévention des pollutions et à l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Une signalétique claire permet également l'identification de ces vannes sur site.

L'exploitant établit une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, fixant les modalités de fonctionnement, d'entretien et de surveillance du bon fonctionnement de l'ensemble de la vanne. Les justificatifs liés à ces contrôles sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Une pompe de relevage faisant office de limiteur de débit, placée en aval du bassin de confinement et en amont du dispositif séparateur d'hydrocarbures, permet de réguler le débit à 8 L/s.

La pompe de relevage fait office également de vanne d'isolement en amont du bassin d'infiltration. Le fonctionnement de la pompe est asservi à la détection incendie et à l'installation de sprinklage. »

L'exploitant établit une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, fixant les modalités de fonctionnement, d'entretien et de surveillance du bon fonctionnement de l'ensemble de la pompe de relevage.

Les justificatifs liés à ces contrôles sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6

L'article 7.1.3 « taille des cellules » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014 est modifié comme suit :

« La taille des surfaces des cellules de stockage doit être limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

La surface maximale des cellules est égale à 3 000 m² en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 6 000 m² en présence de système d'extinction automatique d'incendie.

La surface totale utile de stockage est de 56 093 m².

La hauteur au faîtage est de 12,2 m et l'entrepôt est découpé en 9 cellules. »

ARTICLE 7

Le tableau de l'article 7.1.4 « Affectation des cellules » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

	Rubriques concernées	S au plancher (m ²)	Volume de l'entrepôt 1510 (m ³)	Nombre de palettes	Q 1510 combustible	Volume 1530-1532-2662-2663
Cellule B1-1	1510 1530 1532 2662 2663	5 970	72 456	8 760	5 099	13 274
Cellule B1-2		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-3		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-4		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-5		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-6		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-7		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-8		6 000	73 200	8 840	5 134	13 395
Cellule B1-9		5 970	72 456	8 760	5 099	13 274
Total		53 940 m ²	657 312 m ³		46 136 t	120 313m ³

ARTICLE 8

L'article 7.1.8 « clôture » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est complété comme suit :

« Un merlon de 4,5m de hauteur est disposé au droit de la façade Nord-Est des cellules 6 et 7, le long de la limite de propriété »

ARTICLE 9

L'article 7.1.13 « attestation de conformité » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

«Avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts sous la rubrique 1510 et du présent arrêté préfectoral d'autorisation modifié.

Cette attestation est établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification. »

ARTICLE 10

L'article 7.2.1.2.1 « caractéristiques de la façade de certaines cellules » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

« Les façades du bâtiment présentent un écran thermique toute hauteur (REIY 120) dépassant d'un mètre en toiture à l'exception de la façade avec les quais de chargement/déchargement. »

ARTICLE 11

La hauteur au faîtage reprise à l'article 7.3.2.2 « stockage en racks » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifiée pour avoir une hauteur de 12.2 m »

ARTICLE 12

A la suite de l'article 7.3.2.3 « Stockage matières dangereuses » de l'arrêté du 11 août 2014 est inséré l'article suivant :

« Article 7.3.2.4 Conditions de stockage issues de la modélisation Flumilog

Une zone de préparation de 18 m est maintenue entre la zone de stockage et la façade des quais.

Le stockage en rack se fait dans le sens de la longueur.

Pour la cellule 1 : hauteur de stockage maximale de 10,5 m soit 5 niveaux de stockage en palettes type 1510 et une hauteur de stockage maximale de 8m, soit 4 niveaux de stockage en palettes type 2662/2663.

Pour les autres cellules : hauteur de stockage maximale de 10,5 m, soit 5 niveaux de stockage quel que soit le type de palettes. »

ARTICLE 13

Le 1^{er} paragraphe de l'article 7.6.2.2 « Dispositions particulières » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

«Le volume de rétention minimal nécessaire est de 2 294 m³ dans le cas de l'incendie d'une cellule. Dans ce cas, les eaux d'extinction utilisées par les services de secours ou par le système d'extinction automatique sont collectées dans le décaissement des cellules de stockage puis dans le réseau d'eaux pluviales de la voirie lourde pour être dirigées vers le bassin de confinement des eaux pluviales d'un volume de 1 552 m³ et enfin, le cas échéant dans les aires de manœuvre. »

ARTICLE 14

Les 2 phrases du chapitre 8.1 « Chaufferie » de l'arrêté du 11 août 2014 est modifié comme suit :

« L'entrepôt est chauffé par des aérothermes alimentés en eau chaude par 2 chaudières au gaz naturel d'une puissance totale maximale de 3MW.

La chaufferie est implanté dans un local spécifique aménagé au milieu de la façade Nord-Ouest. »

ARTICLE 15

La 1^{ère} phrase de l'article 8.2.1 « Comportement au feu » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifiée comme suit :

« Le site comporte 2 locaux de charge situés sur la façade Nord-Ouest du bâtiment »

ARTICLE 16

A la suite du chapitre 8.4 de l'arrêté du 11 août 2014 est inséré le chapitre 8.5 Aire à palettes

« Chapitre 8.5 Aire à palettes

Une aire à palettes de dimension 12 x 25 avec une hauteur de 3 m est implantée au niveau de la façade Sud, à proximité du bassin pompiers et du bassin d'infiltration des eaux pluviales de toiture.

ARTICLE 17 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.181-7 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par le(s) pétitionnaire(s) ou exploitant(s) [retenir le bon terme], dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

ARTICLE 18 PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié :

- au Maire de la commune de Lauwin Planque
- à l'exploitant
- à la DREAL, chargée du service des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Lauwin Planque pendant au moins un mois. Il sera justifié de cette formalité par un certificat du Maire que ce dernier adressera au Préfet.

ARTICLE 19 EXECUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de Nord, le Sous-préfet de l'arrondissement de Douai, le Directeur départemental des territoires et de la Mer, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Lauwin-Planque et à la société Goodman Douai Logistics.

ANNEXE II : Préconisations en matière d'urbanisme

Sur la base de la Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/07 relatif au porter à la connaissance " risques technologiques " et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées :

> 1/Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est A, B, C ou D :

- Toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- Toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;
- Dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;
- L'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

> 2/Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est E :

- Toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence) ;
- Dans les zones exposées à des effets létaux, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possible. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets létaux. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;
- L'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets irréversibles ou indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions permettant de réduire la vulnérabilité des projets dans les zones d'effet de surpression.

Les limites des zones déterminées en (1) et en (2) ci-dessus doivent être clairement identifiables et pourront, le cas échéant, s'appuyer sur une cartographie adaptée, produite, notamment, par les services en charge de l'équipement.

A défaut d'intégration de ces préconisations dans les documents d'urbanisme, les éléments pré-cités constituent une grille d'application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme ou la base d'un PIG.

Sur la base de l'arrêté ministériel en vigueur et relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts sous la rubrique 1510 :

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est C, dans les zones exposées à des effets irréversibles, la construction ou l'aménagement :

- d'immeuble de grande hauteur
- d'établissement recevant du public
- de voie ferrées ouverte au trafic de voyageurs
- de voie d'eau ou bassin excepté les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserves d'eau incendie
- de voie routière à grande circulation autre que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt

est interdite.

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est E, dans les zones exposées à des effets irréversibles, la construction ou l'aménagement :

- d'immeuble de grande hauteur
- d'établissement recevant du public
- de voie ferrées ouverte au trafic de voyageurs
- de voie d'eau ou bassin excepté les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserves d'eau incendie
- de voie routière à grande circulation autre que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt

est interdite.

ANNEXE III : Distance d'effets des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la mise à jours des documents d'urbanisme

«Incendie d'une cellule» de probabilité C

Façade rayonnante	Distances d'effet en mètres à partir du centre de la façade de l'entrepôt				
	20 kW/m ²	16 kW/m ²	8 kW/m ²	5 kW/m ² Z1	3 kW/m ² Z2
Longueur cellule B1-1-écran thermique toute hauteur	NA	NA	NA	NA	36*
Longueur cellule B1-9 - écran thermique toute hauteur	NA	NA	NA	32*	52*

*Distances calculées sur plan

NA : non atteint

«Incendie de plusieurs cellules» de probabilité E

Façade rayonnante	Distances d'effet en mètres à partir du centre de la façade de l'entrepôt				
	20 kW/m ²	16 kW/m ²	8 kW/m ²	5 kW/m ² Z1	3 kW/m ² Z2
Longueur cellule B1-1-écran thermique toute hauteur	NA	NA	NA	NA	36*
Longueur cellule B1-9 - écran thermique toute hauteur	NA	NA	NA	NA	36*

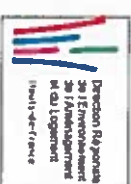
*Distances calculées sur plan

NA : non atteint

ANNEXE IV : Cartographie des effets



150 m



Pôle Risques Technologiques
Système d'Information
Géographique
44 rue de Tourmel
95019 Lillie Cedex

Etablissement :
GOODMAN LAUWIN 3 logistics
bâtiment B1
Commune concernée :
Lauwin-Planque



Porter à connaissance des zones d'effets
(Probabilités A à D)

IGN BD TOPOS Page 1,2
PRG © RG Orthophotoplan 2013
MAPINFO V10 - SIGALEA V4.0.4 - GENESIS 2011
CARTOGRAPIHE 19102016

cellule de stockage
auvent palettes
périmètre clôturé du site
enveloppe des effets thermiques
effets irréversibles



150 m



Pôle Risques Technologiques
Système d'Information
Géographique
44 rue de Tournai
59019 Lille Cedex

Etablissement :
GOODMAN LAUWIN 3 logistics
bâtiment B1
Commune concernée :
Lauwin-Planque



Porter à connaissance des zones d'effets
(Probabilité E)

IGN® BD TOP® Pays 1:2
PRG® IGN Orthophotoplan 2013
MATHIEUX V.10 - SIGALEAU V.4.0.4 ©MERS 2011
CARTOGRAPHIE: 18/10/2018

-  cellule de stockage
-  auvent palettes
-  périmètre clôturé du site
-  enveloppe des effets thermiques
-  effets irréversibles

